

RENCONTRE EUROPEENNE

PLUS D'EUROPE POUR L'ENERGIE

8 février 2008

Institut Goethe

Organisée par Europartenaires
et la Fondation Friedrich-Ebert-Paris
en partenariat avec RTE

SOMMAIRE

Introduction

Ouverture: **Elisabeth Guigou**, présidente fondatrice d'Europartenaies, députée de la Seine-Saint-Denis, ancienne ministre

Table ronde 1: Choix nationaux et projet européen

Modérateur: **Jean-Noël Jeanneney**, président d'Europartenaies, professeur des universités à l'IEP Paris, ancien ministre

Intervenants:

- **Dominique Ristori**, directeur général adjoint pour l'Energie et les Transports à la Commission européenne
- **Friedemann Müller**, ancien directeur du département Questions globales de la Fondation scientifique et politique (Berlin)
- **Dominique Maillard**, président du directoire de RTE (Réseau de Transport d'Electricité)
- **Elisabeth Guigou**, présidente fondatrice d'Europartenaies, députée de la Seine-Saint-Denis, ancienne ministre

Table ronde 2: Dépendance extérieure et diplomatie concertée

Modératrice: **Elisabeth Guigou**, présidente fondatrice d'Europartenaies, députée de la Seine-Saint-Denis, ancienne ministre

Intervenants:

- **Jean-Pierre Jouyet**, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes
- **Michael Müller**, député au Bundestag, secrétaire d'Etat parlementaire auprès du ministre de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire
- **Catherine Trautmann**, députée européenne, vice-présidente de la commission de l'Industrie, de la Recherche et de l'Energie, ancienne ministre
- **Steffen Reiche**, député au Bundestag, ancien ministre de la Recherche (Brandebourg)
- **Claude Mandil**, ancien directeur exécutif de l'Agence Internationale de l'Energie

Clôture: **Michael Müller**, député, secrétaire d'Etat parlementaire auprès du ministre de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire

Annexe 1: rapport

Annexe 2: biographies des intervenants

Annexe 3: organisateurs de la rencontre

Ouverture

Elisabeth Guigou

Mesdames, messieurs, merci d'être venus aussi nombreux et merci à l'Institut Goethe de nous accueillir. Europartenaires organise cette rencontre sur *Plus d'Europe pour l'énergie* en partenariat, comme de coutume, avec la Fondation Friedrich Ebert, ainsi qu'avec l'entreprise RTE, représentée par son directeur, monsieur Dominique Maillard.

Depuis un an, Europartenaires a engagé, avec un groupe d'experts, de politiques et de chefs d'entreprise un important travail qui a fait l'objet d'un rapport et à partir duquel il nous a semblé intéressant d'organiser ce colloque. On constate en effet depuis quelques temps, au sein de l'Union européenne, une prise de conscience sur le fait que l'énergie ne touche pas seulement à des enjeux techniques, industriels ou économiques, réservés à quelques spécialistes, mais qu'elle est devenue un enjeu éminemment politique et stratégique. Par ailleurs, ces enjeux ne sont pas uniquement nationaux, mais également européens et mondiaux. Dans ce contexte, il nous a paru important de favoriser un débat et une réflexion sur l'idée d'une politique énergétique européenne, renouant peut-être en cela avec les racines de la communauté européenne, qui a débuté avec l'énergie. Si, dans les années soixante-dix, les Etats nations ont pu reprendre le dessus sur les politiques européennes, le contexte actuel impose de façon urgente la définition et la mise en place d'une politique européenne de l'énergie.

Les enjeux qui sont devant nous

- **L'enjeu écologique.** Le réchauffement climatique représente une telle menace pour l'avenir de la planète, et produit de tels dégâts - désertification, fonte des glaces, disparition de la biodiversité - que nous devons revoir de manière drastique nos comportements dans les décennies à venir. Ce changement est indispensable pour réduire les émissions de CO₂ à l'échelle de la planète.

- **Les enjeux économiques et sociaux.** La demande d'énergie est en forte expansion partout dans le monde, et plus spécialement dans les pays émergents (la Chine, l'Inde) qui, en raison de leur croissance économique et de leur développement, ont besoin de plus en plus d'énergie. Face à cela, les ressources naturelles, en particulier les hydrocarbures dont les réserves commencent à diminuer, risquent de se raréfier, voire de s'épuiser dans les prochaines décennies. En outre, les consommateurs sont confrontés à la montée des prix, qui a un fort impact sur le niveau de vie des ménages les plus modestes. Enfin se pose la question de la compétitivité de nos entreprises européennes, elles-mêmes en concurrence entre elles.

- **Les enjeux stratégiques.** Il y a d'abord la question de l'indépendance énergétique de l'Europe et de la sécurité des approvisionnements. Aujourd'hui, l'essentiel des ressources (gaz et pétrole) provient de pays qui sont soit très instables soit insuffisamment démocratiques (Proche et Moyen Orient, Russie, Afrique). Cette instabilité, qui est un sujet de préoccupation et d'inquiétude, menace à la fois la production et le transport des hydrocarbures. Le second enjeu stratégique est celui de l'équilibre entre les pays riches que nous sommes, qui ont fondé leur croissance sur les ressources énergétiques et en consomment l'essentiel, et les pays émergents qui en ont besoin pour rattraper notre niveau.

Face à ces enjeux, quels sont les objectifs?

Certes, il y a de nombreuses divergences sur les moyens et les politiques à mettre en œuvre pour faire face à ces enjeux, des divergences qui s'expliquent par nos histoires énergétiques différentes, par la concurrence existant entre nos entreprises et par la difficile convergence des stratégies géopolitiques, chaque pays de l'Union européenne ayant ses solidarités propres, ses voisinages et ses particularités géographiques. Il n'empêche qu'il existe un très large consensus au sein de l'Union sur les objectifs à poursuivre, à commencer par la priorité absolue à accorder au développement durable, en raison de l'enjeu écologique que j'ai mentionné. Sur cette question, l'Union européenne a pris, à l'horizon 2020, trois engagements très forts, entérinés lors du dernier Conseil européen de juin 2007, et sur lesquels s'accordent l'ensemble des Etats membres:

- la réduction de la consommation d'énergie (réduction de 20% de l'intensité énergétique du PIB);
- la réduction de 20% des émissions de CO₂;
- l'accroissement à hauteur de 20% de la part des énergies renouvelables

Des questions qu'il faut se poser

- **Comment définir l'énergie renouvelable?** Faut-il y inclure ou non le nucléaire, sachant qu'en France l'objectif de 20% d'énergie renouvelable est difficile à atteindre sans le nucléaire et que nous avons peu à gagner sur l'énergie hydraulique et que nous sommes en retard sur les éoliennes? A l'inverse, l'Allemagne a décidé la sortie du nucléaire et a engagé un programme particulièrement intense au profit de l'énergie éolienne. Elle est très en avance dans ce domaine et compte sur cette énergie pour remplir son objectif de 20%. Il sera important de voir dans quelle mesure nous pouvons nous accorder sur ces questions.

- **La sécurité des approvisionnements.** L'Union européenne est confrontée à la question de l'interconnexion des réseaux – nous avons connu plusieurs accidents liés à des coupures – et, par conséquent, de la régulation des fournitures de gaz et d'électricité. Vis-à-vis de l'extérieur, nos entreprises nationales sont-elles condamnées à se faire concurrence, ou pouvons-nous avoir des champions européens capables d'affronter la compétition avec les grandes sociétés mondiales qui nous fournissent de l'énergie, telles que Gazprom ou la Sonatrach, sachant que les risques d'OPA de ces entreprises sur les nôtres sont très élevés?

- **La compétitivité.** Nous sommes tous attachés au meilleur prix possible pour le consommateur. Tel est l'un des principaux enjeux pour la Commission européenne, avec les implications socio-économiques que cela suppose. Les mécanismes de marché ne suffisent pas toujours. Comme nous avons pu le voir, certaines procédures de libéralisation se sont traduites par une augmentation des prix, notamment sur l'électricité. Nous devons nous interroger sur ce point.

Ces questions, qui vont nourrir nos deux tables rondes, imposent de mener un travail commun entre la France et l'Allemagne. Nous sommes d'accord sur de nombreux points, mais pas sur tous. Ce travail de réflexion doit notamment nous amener à définir ce que pourraient être les éléments d'une politique plus européenne pour l'énergie.

1 - Choix nationaux et projet européen

Jean-Noël Jeanneney

Voilà qui ouvre fort bien nos débats, la passion étant vouée à circuler autour de cette table. Vous avez bien fait de rappeler que c'est dans le domaine de l'énergie qu'a été lancée l'Europe, à travers la CECA et l'Euratom. J'ai perçu clairement l'importance de ce sujet pour l'avenir de la politique étrangère de la France dans le cadre de la Commission du Livre blanc, que président Louis Schweitzer et Alain Juppé, et dont j'anime l'un des groupes. Nous avons eu un débat riche, auquel a participé Claude Mandil, que nous entendrons tout à l'heure. Nous avons vu combien ces questions étaient prégnantes, essentielles et appelaient un débat civique et intellectuel.

Nous travaillons dans un secteur d'où l'imaginaire n'est pas absent et où, comme toujours, les relations entre les représentations et les faits structurent les comportements et les attitudes des uns et des autres. L'évocation du charbon fait aussitôt surgir dans nos mémoires des pages intenses et dramatiques du passé, depuis la catastrophe de Courrières, succédant à Emile Zola, jusqu'à la passion de la France dans la quête du charbon après 1945, comme fondement d'une réaction nationale après les années sombres. S'agissant du pétrole, enfants déjà, nous avons appris, au travers de l'œuvre immortelle d'Hergé, que l'or noir était un enjeu fondamental, autour duquel les "majors" s'affrontaient avec passion dans les années vingt. Cet aspect doit être souligné quant à la sensibilité des uns et des autres. On pourrait en dire autant du nucléaire, plus récemment.

Elisabeth Guigou vient de définir un certain nombre d'oppositions binaires, autour desquelles notre débat va s'articuler: l'équilibre entre le rôle du marché et celui des pouvoirs publics, la sécurité des approvisionnements en temps de paix comme en temps de guerre; et, face à cela, la question des avantages comparatifs et le souci de traiter au mieux le consommateur, l'efficacité à court terme et l'écologie, qui peut se lire dans un dialogue entre les intérêts immédiats de nos concitoyens et les intérêts des générations futures. Nous retrouvons *in fine* le problème de la subsidiarité et du rôle des nations, dont les politiques divergent à bien des égards, mais appellent pourtant une stratégie commune, faute de quoi l'Europe ne sera ni ce qu'elle peut être ni ce qu'elle doit être.

C'est autour de ces questions que nous allons confronter nos points de vue. Pour cela, je laisse tout d'abord la parole à Dominique Ristori. Le point de vue de la Commission européenne nous semblait en effet essentiel à connaître dès le début de cet échange.

Dominique Ristori

Si l'énergie est de retour dans le débat cinquante ans après, ce n'est pas par simple volonté des pouvoirs politiques européens et nationaux, mais par nécessité. Il est donc essentiel de souligner d'abord ce qui est nouveau aujourd'hui dans le paysage énergétique européen et mondial, dans la mesure où l'Europe n'est pas isolée et appartient à un monde ouvert, et de proposer ensuite des objectifs.

Souligner ce qui est nouveau

- **La montée en puissance des considérations environnementales.** Il n'est plus possible aujourd'hui de définir une politique énergétique sans prendre en compte cet aspect qui interfère directement sur le secteur et la politique énergétiques. En effet, 80% des émissions de gaz à effet de serre sont le résultat de la production et de la consommation d'énergie.
- **La forte croissance de la demande énergétique.** Loin de s'arrêter, celle-ci va probablement encore augmenter. Il suffit d'observer les pourcentages des grands marchés émergents. La hausse de la demande énergétique est estimée à 60% d'ici 2030.
- **Une dépendance accrue de l'Europe vis-à-vis de l'extérieur.** La moitié des approvisionnements sont aujourd'hui externes à l'Union. Sans mesure corrective, nous glisserons rapidement, d'ici deux décennies, à 70 %.
- **Le manque d'investissement dans ce secteur depuis 25 ans.** Ce manque est visible en Europe, mais également aux Etats-Unis et au Japon. Nous devons donc fournir un effort colossal d'investissement. Pour le seul secteur électrique, on estime à 900 milliards d'euros les besoins d'investissement, tant pour la production et la distribution que pour le transport d'énergie d'ici à 2030.

Proposer des objectifs

- **Bâtir un secteur énergétique européen.** Dans ce contexte de compétition fantastique au niveau mondial pour l'accès aux ressources énergétiques, nous avons proposé un objectif central au niveau européen: compte tenu des liens entre climat et énergie, bâtir un secteur énergétique européen compétitif et faiblement carboné. Ce qui implique d'accroître d'un côté la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique européenne, de proposer de l'autre, à tous les pays qui le souhaitent, le cadre légal le plus avancé pour l'énergie nucléaire, et de compléter le cadre existant en matière de sûreté nucléaire, à partir d'un texte européen de référence qui reprenne les standards de sûreté et les dispositions sur les déchets. N'oublions pas que, dans ce secteur, l'Europe a encore le leadership technologique mondial, tant pour les nouveaux réacteurs que pour l'enrichissement. Cela n'est pas neutre lorsqu'on connaît le développement actuel de l'énergie nucléaire au niveau mondial.
- **Investir davantage dans la recherche.** La moitié des centrales électriques en Europe sont à renouveler d'ici 2030 et, sachant que les centrales électriques sont les principales pourvoyeuses de CO2 - nettement plus que les transports -, il y a donc un choix stratégique fondamental à faire, et il nous faut éclairer le secteur privé, les industriels et les gouvernements sur ce point. A travers notre démarche, 60 % de la production d'électricité doit être sans CO2 d'ici 2020 (30 % grâce au nucléaire, 30 % grâce aux énergies renouvelables). Nous assistons ainsi à une singularisation de l'économie européenne et de son secteur énergétique, dont il faut profiter. Pour répondre à votre question sur les rôles respectifs du privé et du public, il est clair que l'investissement repose essentiellement sur les entreprises, mais à partir d'un cadre qui les oriente, tant pour les énergies renouvelables que pour les permis d'émission. Les dernières propositions de la Commission, du 23 janvier 2008, doivent aboutir à un coût crédible du carbone, poussant les industriels à réaliser des investissements propres. Cela confèrera à l'Europe une position d'avant-garde sur ce point.

- Finaliser un marché intérieur européen de l'électricité et du gaz compétitif et mieux intégré.

Ce marché est plutôt bien défini et bien régulé, mais il est trop peu intégré. Nous ne pouvons nous contenter de vingt-sept marchés libéralisés qui se côtoient sans se rejoindre. Sinon, on risque de sous estimer les aspects d'échanges et de compétitivité, et de perdre en sécurité. Il nous faut un réseau européen électrique parfaitement intégré, qui réponde tant aux objectifs de transition de flux que de sécurité. Par conséquent, nous souhaitons améliorer les aspects de dissociation entre la fourniture et le transport¹, mais également renforcer le pouvoir des régulateurs indépendants, comme celui des gestionnaires de réseau, sur toutes les questions transfrontalières, en particulier celles de la gestion des flux, des enchères et de la transparence en matière de capacités disponibles.

- Avoir une efficacité énergétique dans trois domaines prioritaires:

→ les transports, où il faut continuer d'agir sur la qualité des moteurs et des carburants, tout en notant que nous produisons actuellement en Europe les voitures les plus propres et les moins consommatrices – moins de sept litres aux cent kilomètres contre plus du double aux Etats-Unis;

→ les bâtiments, qui doivent faire l'objet d'un formidable effort d'isolation, à l'échelle de tout le parc immobilier existant et non seulement celui de l'habitat nouveau.

→ les articles électriques pour lesquels, par le biais de directives sur *l'eco design* et le *labelling*, il s'agit d'être performant à la fois sur la finalité du produit et son degré d'efficacité énergétique.

Il nous faudra aussi, dans les mois à venir, assainir nos relations internationales, notamment avec la Russie, premier producteur de pétrole et de gaz avec lequel nous ne pouvons rester éternellement sur des bases ambiguës ou conflictuelles. Nous négocions un nouveau partenariat et une nouvelle coopération qui, je l'espère, permettront de jeter prochainement les bases d'une relation plus stable. C'est à ce prix que l'Europe aura un secteur énergétique compétitif, moins dépendant vis-à-vis de l'extérieur, et directement compatible avec le rôle de leadership qui est le sien en matière écologique et environnementale.

Jean-Noël Jeanneney

Merci pour la clarté du diagnostic et la vigueur de la prescription qui vont assurément nourrir nos débats et faire réagir Friedemann Müller, qui est l'un des intellectuels allemands les plus renommés et les plus écoutés sur cette question. Il a d'ailleurs déjà travaillé avec nos amis de la Fondation Friedrich Ebert, et nous sommes particulièrement curieux de l'écouter.

¹ La proposition de la Commission européenne de scinder les patrimoines des producteurs d'énergie et des gestionnaires de réseaux de distribution d'énergie a été rejetée par huit pays de l'Union européenne, dont la France et l'Allemagne.

Friedemann Müller

La Fondation Friedrich Ebert a mené l'an dernier un projet très intéressant sur la comparaison des politiques énergétiques dans sept Etats membres de l'Union européenne. Je vais vous en exposer les grands résultats, qui font apparaître des similitudes et des différences, ainsi qu'un certain nombre de pistes à explorer pour la mise en place d'une politique énergétique commune. Mais, tout d'abord, je voudrais lancer un appel à la France, qui prendra en juillet 2008 la présidence de l'Union européenne. Le projet de la Fondation a montré que trois pays membres seulement pourraient être des leaders en matière de politique énergétique à l'intérieur de l'Union: le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France. Le Royaume-Uni a des intérêts propres parce qu'il est lui-même producteur de pétrole et de gaz. L'Allemagne a commencé à lancer un projet intéressant l'année dernière mais elle n'a pas pu aller au bout de sa démarche. Seule la France reste bien positionnée pour diriger cette politique énergétique de l'Union. Bien qu'elle soit le pays où la consommation d'énergie est la plus élevée, elle est également celui où les émissions de gaz à effet de serre et les émissions de gaz par unité de PIB sont les plus faibles, et où la part des énergies renouvelables est la plus élevée parmi les six plus grands pays européens. C'est pourquoi la France doit donner l'exemple et mener le peloton.

Que montre l'étude faite par la Fondation Friedrich Ebert?

Des similitudes

Le projet a mis en évidence trois objectifs communs: l'approvisionnement énergétique doit être non seulement sûr et non polluant, mais aussi rentable et concurrentiel sur le marché international. Il s'en ajoute un quatrième plus social dans certains pays, selon lequel l'énergie doit être à la portée de chacun financièrement.

Bien évidemment, ces quatre objectifs se contredisent. En Allemagne, par exemple, un différent traditionnel oppose le ministre de l'Economie, qui tient à la rentabilité, et le ministre de l'Environnement, qui veut préserver celui-ci, mais c'est aussi le cas dans les autres pays. Il faut que l'énergie soit rentable et son utilisation rendue de plus en plus efficace, afin de réduire la dépendance des importations. Il faut diversifier les importations non-européennes, créer les infrastructures nécessaires et constituer des réserves pour faire face à d'éventuelles ruptures.

Des différences entre les Etats membres

Elles portent essentiellement sur les ressources énergétiques, la composition du *mix énergétique*² et la diversification des sources.

- **Ressources énergétiques.** En Grande-Bretagne, les besoins sont couverts à 90 % par la production nationale en gaz et en pétrole, en Pologne, à 62% par le charbon, tandis que l'Italie et l'Espagne importent plus de 80 % de leur énergie. Dans l'Union des Vingt-sept, c'est le pétrole qui prime, mais à des degrés divers selon les pays: par exemple, 54% en Espagne et 24% en Pologne. Quant à l'énergie nucléaire, elle couvre 39% des besoins en France, 10 % dans d'autres pays et elle est inexistante en Italie et en Pologne. Les ressources énergétiques dont dispose chaque pays

² Le *mix énergétique*, ou bouquet énergétique, est la proportion des différentes sources dans la production d'énergie

dépendent de choix politiques, mais aussi de leur situation géographique. C'est pourquoi la question du transport de l'énergie est également importante et source de disparités. Ainsi, il est beaucoup plus facile d'accueillir des transporteurs de pétrole en Espagne qu'ailleurs.

- **Mix énergétique.** Il est très variable d'un Etat membre à l'autre et il n'est pas souhaitable de l'unifier en Europe, car les différences structurelles entre les pays sont trop importantes.

- **Diversification des sources et infrastructures.** Concernant le gaz naturel, soulignons la diversification des importations. Les Etats membres de l'Europe centrale et de l'Europe de l'est dépendent énormément de la Russie, non seulement parce que ce pays est un grand producteur de gaz naturel, mais aussi parce que leurs infrastructures ne leur permettent comme alternative que des importations de la mer du Nord. En revanche, les Etats méditerranéens disposent d'excellentes infrastructures de diversification. En Italie, par exemple, le gaz provient essentiellement de la mer du Nord (25%), de Russie (30%), d'Algérie (35%) et de Libye (10%). Il importe donc de réduire le fossé entre les Etats membres en matière de gazoducs. D'autre part, la politique européenne doit définir des critères permettant d'assurer une juste concurrence entre les Etats.

Des pistes à explorer

Il est possible d'agir principalement dans trois domaines:

- **Réduction des gaz à effet de serre.** Elle est nécessaire pour passer des énergies fossiles aux énergies non fossiles et au charbon propre. Concernant le *mix énergétique*, la Commission européenne a formulé des propositions sur la réduction des gaz à effet de serre et la réduction de la consommation énergétique, mais les tensions sur le marché international ne seront pas réduites pour autant. L'Asie, qui souhaite rattraper la motorisation des pays industriels, ainsi que les autres pays émergents, vont peser sur la demande de façon durable, en particulier sur le marché pétrolier. Si les pays industrialisés, notamment l'Europe, ne commencent pas à abandonner le pétrole, il y aura de plus en plus de conflits pour sa distribution. L'Union européenne doit développer de nouveaux concepts permettant une alternative au pétrole dans le secteur de l'automobile.

- **Diversification des structures d'importation.** Elle doit se faire notamment en ce qui concerne le gaz naturel, afin de réduire les dépendances. Il faut veiller à ce que le gaz puisse être correctement acheminé. L'Europe est de loin le plus grand importateur de gaz au monde et 80% des réserves ne se trouvent pas plus loin que la Sibérie occidentale, d'où proviennent une grande partie des importations. L'Europe devrait profiter de cet avantage géographique pour créer une concurrence dans le secteur du gaz naturel. Pour cela, il faut créer des infrastructures adaptées qui permettent aux producteurs d'acheminer le gaz vers l'Europe. Il est encore très difficile, voire impossible, pour les grands pays producteurs de gaz naturel, de le transporter vers l'Europe. Les intérêts des consommateurs européens, avec la garantie de l'approvisionnement, devraient être davantage pris en compte que ceux des sociétés importatrices, qui ne cherchent qu'à faire des bénéfices, moyennant des contrats à longue durée avec un seul fournisseur.

- **Définition de règles communes.** Face à la montée en puissance des pays émergents et des entreprises chinoises dont les monopoles d'Etat contournent les règles traditionnelles du jeu des appels d'offre, il est nécessaire que les Etats membres fixent des règles communes permettant de gérer le commerce énergétique international et le passage de l'ère des énergies fossiles à l'ère post-fossile.

Il est essentiel que l'Europe s'investisse dans cette transition du "tout pétrole" au "post pétrole", et qu'elle incite les pays ensoleillés de l'OPEP à développer l'énergie solaire. Il est indispensable que ce projet soit accompagné politiquement au plus haut niveau. Si l'Europe ne prépare pas ce passage, elle ne parviendra à résoudre ni le problème de l'approvisionnement ni celui du climat.

Jean-Noël Jeanneney

Merci pour ce panorama éclairant. Je donne maintenant la parole au président du directoire de RTE, Dominique Maillard. Polytechnicien et ingénieur des Mines, il a été directeur de l'Energie et des Matières premières au ministère de l'Industrie et il a présidé le Conseil de direction de l'Agence internationale de l'Energie.

Dominique Maillard

Je suis particulièrement heureux d'être présent à ce colloque et je remercie Elisabeth Guigou et Jean-Noël Jeanneney de leurs efforts pour mieux nous éclairer sur les grands enjeux européens, grâce à Europartenaires. Votre démarche garde toute sa vigueur et sa pertinence à travers les années. Et toute sa fraîcheur: pour avoir participé à de nombreux colloques sur l'énergie, je n'ai pas le souvenir d'être intervenu avec autant d'invités allemands! Je me réjouis que, grâce à vous, nous puissions réparer cette erreur. Nous devons en effet dialoguer ouvertement avec l'Allemagne sur les questions d'énergie. Même si cela paraît naturel, cela méritait d'être précisé.

Je voudrais dire aussi combien RTE se félicite d'avoir accompagné Europartenaires dans toute sa réflexion dans le domaine de l'énergie. Je veux souligner notamment la qualité du rapport du groupe de travail constitué il y a un an, avec lequel j'ai eu l'occasion d'échanger, en compagnie d'Elisabeth Guigou et de Jean-Noël Jeanneney. Ce rapport est un appel bienvenu à construire l'Europe de l'énergie de façon éclairée et réaliste, en montrant les enjeux et les contraintes. C'est d'ailleurs dans le même esprit que je voudrais apporter des réponses à la problématique d'aujourd'hui sur les choix nationaux et le projet européen

De mon point de vue, nous devons nous inscrire dans une démarche et un projet européen, mais nous ne pouvons pas non plus ignorer une composante nationale dans le domaine de l'énergie.

Une démarche dans le cadre d'un projet européen

En particulier dans le domaine de l'électricité, pour trois raisons:

- **L'Europe de l'électricité existe depuis longtemps.** La coopération a débuté vers 1920 avec, notamment, trois objectifs: tirer profit de l'énergie hydroélectrique suisse; améliorer la sécurité du système; et développer le cas échéant des échanges commerciaux entre compagnies électriques. Cette coopération s'est accentuée après la seconde guerre mondiale pour aboutir à la création, en 1951, de l'UCTE (Union pour la coordination du transport de l'électricité), chargée d'établir les règles techniques de fonctionnement du système interconnecté. A ce jour, une zone "synchrone", la plus étendue au monde, avec trente pays connectés, pour une capacité de 650.000 MW, s'étend de l'Europe au sud de la Méditerranée. Récemment, la panne du 4 novembre 2006 a été une illustration

de l'existence de ce réseau et de son interdépendance. Un incident de manipulation en Allemagne a affecté pendant près d'une heure plus de quinze millions d'Européens, non seulement en Allemagne mais aussi en France, en Italie, en Espagne, au Portugal. Mais, à l'inverse, il faut aussi noter que les capacités de nos voisins, lors de nos récents pics de consommation - canicule de 2003 ou vague de froid de décembre 2007 - ont été essentiels pour assurer notre sécurité d'approvisionnement en France. C'est là tout l'intérêt de la mutualisation du réseau électrique: nous sommes solidaires entre Européens. En revanche, aucun réseau n'est à l'abri d'un "black-out". A travers ces premiers pas, nous avons donc préparé l'avenir de l'Europe de l'énergie, dont l'histoire s'est accélérée depuis une décennie.

- La construction d'un marché intérieur de l'énergie est un nouveau moteur. La décision des Européens de construire un marché intérieur de l'électricité a eu bien évidemment un impact direct sur toute la chaîne, de la production à la commercialisation de l'électricité. Pour ce qui concerne les gestionnaires de réseaux de transport, nous avons ainsi renforcé les liens en Europe

- en développant nos interconnexions aux frontières pour réduire les congestions;
- en mettant en place des mécanismes d'enchères aux frontières pour promouvoir les échanges;
- en contribuant à l'organisation des transactions, en prenant des parts dans la bourse de l'électricité Powernext, mais aussi en mettant en place un couplage des bourses entre la Belgique, les Pays-Bas et la France, qui permet à ces trois pays d'avoir un seul prix spot de l'électricité sur 60% des tranches horaires. Ce couplage sera étendu à l'Allemagne au 1er janvier 2009, tandis que des réflexions sont en cours avec nos partenaires scandinaves;
- en suscitant des initiatives sous-régionales pour renforcer les coordinations entre pays voisins, par exemple entre la France, l'Espagne et le Portugal ou entre les pays du centre ouest de l'Europe.

Ainsi, nous construisons l'Europe au quotidien. Nous allons en outre renforcer nos organisations. La Commission européenne a présenté des propositions dans le cadre de son "troisième paquet énergie" en vue de constituer formellement auprès d'elle une association des gestionnaires réseaux de transports européens, ainsi qu'une association des régulateurs européens. Ces propositions, qui sont aussi la conséquence des conclusions tirées de l'incident du 4 novembre 2006, sont essentielles pour renforcer la coordination et les règles de sûreté technique de nos réseaux.

- L'énergie doit être au service des nouvelles priorités politiques, y compris au sein de l'UE. C'est le cas en ce qui concerne la préservation de l'environnement. Pour nous, gestionnaires de réseau, notre rôle va être d'accompagner les objectifs européens dans ce domaine. Nous devons, en particulier, adapter l'ensemble de notre réseau pour accueillir ces énergies renouvelables. D'abord en multipliant les raccordements, notamment avec les parcs éoliens, mais aussi en mettant en œuvre les dispositifs permettant d'intégrer ces énergies intermittentes. Par exemple, il faut savoir que le projet d'interconnexion entre la France et l'Espagne, relancé récemment, servira notamment d'exutoire à la puissance installée en éolienne au sud des Pyrénées. Autre exemple: celui de la Somme, où les besoins en électricité sont de 300 à 400 MW, tandis que la capacité des parcs éoliens devrait atteindre 1000 MW ou davantage. Nous nous devons de construire sur notre réseau les moyens de transporter cette production supplémentaire vers les lieux de consommation.

Mais une composante nationale encore indispensable aujourd'hui

Elle reste indispensable, au moins à court et moyen terme, et ce pour trois raisons:

- **L'énergie n'est ni un service, ni une marchandise.** L'électricité est un poumon de l'économie nationale. Elle répond à un besoin que l'on doit considérer de service public. Notre mission première est, à ce titre, d'assurer la sûreté du système électrique français et l'approvisionnement en électricité.

- **Le marché de l'électricité s'est construit sur la base d'un opérateur intégré depuis soixante ans.** Nous ne pouvons plus, en effet, ignorer notre passé en matière d'organisation de marché. A ce jour, 90% de l'électricité est produite en France par une seule entreprise. C'est pourquoi il faut envisager que le marché évoluera lentement.

- **Il y a encore des visions différentes au sein de l'Europe sur l'énergie.** Chaque pays souhaite garder sa propre approche sur certains sujets. Le débat toujours d'actualité sur la place du nucléaire l'illustre bien et, au delà, celui du *mix énergétique* national. Il reste donc à ce titre de la place pour des politiques nationales et je ne crois pas qu'il y aura en ce sens des abandons de souveraineté, au moins à court et à moyen terme.

Jean-Noël Jeanneney

Merci pour cette analyse très équilibrée selon laquelle il faut plus d'Europe - mais pas trop. Je suis certain qu'elle ne laissera pas les autres intervenants indifférents.

Elisabeth Guigou

Peut-être devrions-nous approfondir deux questions qui ont été abordées et qui me paraissent être au cœur de la difficulté actuelle à trouver une définition commune de ce que pourrait être une politique européenne de l'énergie dans le respect d'une certaine diversité. D'une part, quel est le meilleur équilibre possible entre le marché et la régulation, que celle-ci soit assurée par l'Union européenne ou par les Etats? D'autre part, quel doit être le degré de subsidiarité? Naturellement, toutes les politiques européennes sont un mélange relativement subtil de règles européennes et de liberté laissée aux Etats membres d'appliquer ces règles, avec plus ou moins d'impératifs européens.

Jean-Noël Jeanneney

J'ajouterai une troisième préoccupation: comment articuler le souci de la défense des consommateurs à court terme, et la préoccupation de leur devenir à moyen ou à long terme? C'est une autre manière de rejoindre les questions environnementales et écologiques. Souhaitez-vous réagir à ces diverses interrogations?

Dominique Ristori

La question de la subsidiarité et de l'échelon européen

Il existe aujourd'hui une volonté affichée de construire une politique énergétique européenne. Il y a un total consensus sur ce point, particulièrement frappant sous la présidence allemande, mais également des soutiens qui, deux ans auparavant, auraient été très improbables, tel le soutien britannique. Cependant, bâtir une telle politique n'a pas nécessairement pour corollaire d'effacer toute composante nationale et ne vise pas non plus, dans un ensemble de cinq cents millions d'habitants et de vingt-sept Etats, à l'uniformité. Comme l'a rappelé le professeur Müller, les caractéristiques géographiques, historiques et naturelles de ces pays sont différentes, et il est normal qu'elles influent d'une manière ou d'une autre sur les choix. Les nouveaux Etats membres, plus particulièrement, se caractérisent par le fait qu'ils ne sont pas reliés au réseau électrique européen. Assurer l'interopérabilité et la compatibilité entre les réseaux de ces pays et ceux de la vieille Europe doit donc être une priorité absolue, affichée tant sur le plan politique que pour les responsables des réseaux nationaux. C'est un élément indispensable, qu'ils réclament tous avec insistance. Actuellement, les progrès accomplis sont insuffisants. Je discutais hier encore avec des représentants du gouvernement lituanien. Ce pays, tout comme l'ensemble des pays baltes, est, pour des raisons historiques, totalement dépendant du grand voisin russe, y compris pour le nucléaire, qu'il souhaite également diversifier à l'avenir. Ce constat vaut aussi pour les réseaux gaziers et électriques, mais il y a une exigence d'action plus particulière en ce qui concerne le réseau électrique de réaliser l'intégration énergétique de ces pays au sein de l'Europe.

Le marché et la régulation

Il est clair que les investissements ne seront pas réalisés par les gouvernements, qui peinent actuellement à tenir leur budget et à respecter les principes de l'Union économique et monétaire. C'est pourquoi ceux-ci n'ont absolument pas les moyens de faire face à l'ampleur des investissements nécessaires, tant pour la production que pour le transport. Leur apport est et restera marginal. En revanche, ils ont une responsabilité éminente en termes de régulation et de cadre à imposer. A cet égard, il faut tout de même souligner que l'Europe est la plus avancée dans le monde en ce qui concerne la définition d'un cadre légal. Cela est vrai pour les marchés électriques et gaziers, malgré les imperfections liées à un degré d'intégration insuffisant, auquel il faut remédier en travaillant sur les aspects transfrontaliers. Il n'en demeure pas moins que pour les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les directives sur l'*eco-design* et le *labelling*, les directives sur le bâtiment, nous sommes, de loin, les pays les plus avancés, apportant des niches nouvelles aux industriels, et éclairant le choix des investisseurs ou les orientant vers les sources d'énergie faiblement carbonées. Ce que nous avons accompli le 23 janvier 2008 complète ce que nous avons fait le 10 janvier 2007, et apporte en outre un formidable objectif sur les permis d'émission de CO₂. Nous sommes les premiers à avoir montré l'exemple dans ce domaine, en étendant le dispositif existant à des secteurs comme la chimie ou l'aluminium, en harmonisant le système entre les Etats membres, et en ouvrant la voie à de nouveaux investissements (en particulier pour le renouvellement des centrales électriques) ainsi qu'à des choix éclairés, qui ne seront pas forcément uniformes, mais qui pourront favoriser un secteur énergétique faiblement carboné.

Certes, nous ne passerons pas d'une situation à une autre du jour au lendemain, mais il existe une démarche commune, soutenue par l'ensemble des pays européens, qui tient compte de leurs

situations respectives en matière de *mix énergétique*, tout en les poussant vers des choix cohérents, s'agissant de la prise en compte de la dimension écologique et de la diversification des ressources.

Jean-Noël Jeanneney

Le groupe de travail qui avait été mis en place avait évoqué l'idée d'un pacte de responsabilité et de développement durable, qui fixerait ce que vous avez esquissé.

Dominique Ristori

Absolument. Cela fait partie des instruments d'accompagnement d'une politique, dès lors que celle-ci est axée sur des points aussi majeurs que ceux que nous avons traités.

Friedemann Müller

Le marché et la régulation

Il est clair qu'on ne peut pas laisser la politique énergétique aux seules mains du marché. Tout d'abord, les infrastructures ont toujours été liées à une démarche politique. Par ailleurs, les producteurs d'énergie qui commercialisent cette énergie connaissent les coûts de production, mais n'ont pas pris en compte les coûts de pollution ni les coûts politiques. Ainsi, la Russie se prévaut de notre dépendance énergétique vis-à-vis d'elle pour solliciter son entrée à l'OMC. De même, un pays comme l'Iran peut se protéger des pressions extérieures car il est l'un des plus grands producteurs d'énergie. Il y a donc bien un prix politique à payer, et il revient aux politiques d'intervenir, de sorte que les coûts liés à l'environnement soient pris en compte, ou que la dépendance énergétique soit moindre.

La défense des consommateurs

Dans le domaine du gaz, l'Allemagne s'appuie sur deux champions nationaux, qu'elle tient à préserver de la concurrence. C'est pourquoi, depuis vingt ans, en raison de l'implantation de ces deux entreprises, rien n'a été fait pour construire un terminal méthanier. Nous espérons que le contrat qui a été défini avec Gazprom n'introduira pas une concurrence qui pourrait nuire au consommateur, tant en termes de prix que d'approvisionnement. D'autre part, nous souhaitons que nos deux champions nationaux demeurent des entreprises puissantes. Pour cela, les responsables politiques doivent veiller à ce que nos responsables économiques et financiers s'intéressent à cette question. Il existe actuellement un dilemme entre la volonté de disposer de grandes sociétés sur son propre territoire et le besoin d'assurer la sécurité des approvisionnements.

Jean-Noël Jeanneney

J'observe que vous rejoignez la question de l'équilibre, non pas seulement en termes économiques, mais également politiques, entre l'influence des grandes entreprises et celle des gouvernements. Ce sujet ne peut être abordé de façon abstraite. Il recouvre des relations qui se définissent suivant une tradition politique et un équilibre des forces pouvant varier d'un pays à l'autre.

Dominique Maillard

Le marché et la régulation

J'y verrai davantage une complémentarité qu'un antagonisme, au sens où un marché a besoin d'être réglementé et régulé. J'en veux pour preuve la création des autorités de régulation lorsqu'on a ouvert le marché. Néanmoins, un certain équilibre doit être trouvé. Le marché ne peut s'exprimer librement si la réglementation est excessive, mais un marché débridé, notamment pour l'énergie, ne fonctionnerait pas non plus.

La subsidiarité

C'est une question délicate, et je souscris en cela aux propos de Dominique Ristori. J'ajoute qu'elle doit être conçue de manière évolutive. Il peut y avoir subsidiarité à un moment donné et des sujets qui entrent dans la compétence européenne. Au fur et à mesure que cette politique énergétique européenne se construira, il sera plus facile pour les Etats membres d'abandonner les éléments de souveraineté, qu'ils souhaitent conserver aujourd'hui faute de points d'accord suffisants pour une politique commune.

La défense des consommateurs

L'un des arguments que l'on a «vendu» aux citoyens consistait à dire que leur situation allait s'améliorer - espace de choix agrandi, meilleurs prix, offre diversifiée, émulation par la qualité. Cette attente n'a pas été déçue pour la totalité de ces points, mais pour certains d'entre eux. Sur la question des prix, notamment, le consommateur peut estimer que les promesses n'ont pas été tenues. Cela peut s'expliquer en partie par le contexte international et par un renchérissement général des prix, intervenu à un mauvais moment dans le processus de libéralisation que certains pays européens ont pratiqué. Ce télescopage entre une attente des consommateurs de prix plus satisfaisants et le constat que cette baisse des prix n'est pas au rendez-vous est effectivement un sujet préoccupant pour la poursuite du mouvement. Je pense qu'il est nécessaire, vis-à-vis des citoyens, d'adopter une démarche explicative assez basique, qui évite les solutions par trop technocratiques.

Jean-Noël Jeanneney

Je ne suis pas mécontent que cette première table ronde s'achève sur cette préoccupation civique quant à la manière d'expliquer les évolutions et sur la question des représentations. Comment faire comprendre à un public moins éclairé que le vôtre, mais néanmoins attentif, ces évolutions? Songeons à cela et à l'attente des peuples, la puissance publique qui doit surplomber les grandes entreprises, lesquelles n'aboutissent pas forcément seules au «meilleur des mondes possible».

2 - Dépendance extérieure et diplomatie concertée

Elisabeth Guigou

Je remercie Jean-Pierre Jouyet pour sa présence. Secrétaire d'Etat au sein du gouvernement, il est véritablement l'homme clé de la présidence française de l'Union européenne, qui débutera au mois de juillet 2008. Malgré son emploi du temps chargé, il nous fait l'amitié de passer un moment avec nous. Je souhaiterais qu'il nous donne son point de vue sur l'aspect extérieur de la politique énergétique européenne. Après avoir, dans un premier temps, développé les enjeux internes - régulation, échelon européen et national, diversité des politiques, enjeux d'entreprise et enjeux étatiques -, nous nous attachons maintenant aux relations de l'Europe avec le reste du monde et à la manière dont les Etats membres envisagent et organisent ces relations. Peut-il y avoir une approche coordonnée de l'Union européenne vis-à-vis du reste du monde sur cet enjeu géostratégique de premier plan?

Jean-Pierre Jouyet

Je suis très heureux de retrouver Elisabeth Guigou, Jean-Noël Jeanneney, Catherine Trautmann et Claude Mandil, et d'avoir l'occasion de rencontrer des spécialistes de l'énergie.

Une politique de l'énergie à l'échelle européenne

Je suis frappé par l'innovation ainsi que par le saut qualitatif réalisé, à l'échelle européenne, dans la définition progressive d'une politique de l'énergie. Il faut se rappeler qu'au moment du traité de Maastricht, l'idée même d'une position commune face aux pays tiers dans le domaine de l'énergie avait été récusée, au motif que la composition des bouquets énergétiques relevait au premier chef de choix nationaux, et c'est d'ailleurs toujours le cas dans le traité auquel nous sommes soumis, puisque la politique énergétique se définit à l'unanimité. Cette politique a donc été considérée à travers le prisme des réseaux transeuropéens, d'une part, et du marché intérieur, d'autre part. Tel est l'objet des directives relatives au marché de l'électricité et du gaz. C'est également l'objectif des propositions actuelles de la Commission européenne, qui visent à libéraliser le marché intérieur de l'énergie. Avec nos partenaires allemands, entre autres, nous avons mis en avant les difficultés d'application de certaines préconisations de la Commission, étant donnée l'absence de prise en compte de la dimension extérieure et des risques que cette libéralisation pouvaient induire quant à l'influence des producteurs européens face aux pays tiers, sans réelles baisses tarifaires pour les consommateurs à court terme. C'est pourquoi nous avons fait, à notre tour, des propositions visant à assurer une meilleure régulation dans ce domaine, sans passer par la *séparation patrimoniale* - c'est-à-dire une dissociation entre réseaux de transport et production d'énergie - demandée par la Commission.

Une prise en compte au niveau international

Il a fallu imposer la dimension énergétique au niveau européen, mais également faire en sorte qu'elle soit davantage considérée dans ses aspects internationaux. A cet égard, les progrès sont encore plus récents puisque les premières discussions ont eu lieu dans le cadre du sommet informel

d'Hampton Court, en octobre 2005. Des mémorandums français ont été déposés en janvier 2006 et la Commission a établi un livre vert en mars de la même année. Aujourd'hui, un consensus parmi les Etats membres émerge peu à peu sur la nécessité d'une plus grande sécurité en matière d'approvisionnement. Si nous n'agissons pas, les risques de dépendance européenne à l'égard des énergies fossiles et des producteurs de pétrole et de gaz ne feraient que s'aggraver. Nous passerions d'une dépendance de 30% à 80% dans les prochaines années. L'enjeu est donc capital, d'une part concernant la souveraineté et la reconnaissance de l'Europe sur le plan international, d'autre part pour les principales puissances économiques européennes fortement consommatrices d'énergies fossiles - Allemagne, France, Royaume-Uni - et pour les pays d'Europe centrale et orientale qui nous ont rejoints. On peut voir à quel point la dimension internationale de la politique énergétique européenne constitue une préoccupation forte pour ces nouveaux pays. En Lituanie, en Bulgarie, en Slovaquie, en République Tchèque ou en Pologne, ces problèmes sont extrêmement concrets, et la dépendance à l'égard de la Russie structure à la fois leurs choix politiques et diplomatiques et leur appartenance à l'Union européenne. Alors que la perspective d'une Europe à vingt-sept est souvent critiquée à cause de notre manque d'explication pédagogique de l'élargissement, nous disposons là d'un levier important pour que la politique énergétique, dans sa dimension diplomatique et internationale, soit davantage prise en compte.

La lutte contre le réchauffement climatique et sa dimension internationale

Nous sommes engagés, au niveau européen, dans une approche globale de lutte contre le réchauffement climatique, en liaison avec la politique énergétique, et nous étudions toutes les propositions de la Commission, car il ne peut y avoir de dimension internationale forte et prégnante, dans le cadre des efforts fournis par l'Union européenne contre le réchauffement, sans une véritable dimension extérieure de la politique énergétique à conduire au niveau européen. Les deux sont liées, tant dans la prise en compte des structures énergétiques de chaque Etat membre et dans les efforts que chacun doit faire pour que l'Europe continue d'être exemplaire dans sa lutte contre le réchauffement climatique, qu'en matière de compétitivité, de sorte que la réduction de la consommation d'énergie n'affecte pas la compétitivité d'un certain nombre d'industries, et plus largement des économies européennes. Il faut veiller à ce qu'il n'y ait pas de délocalisation préjudiciable à la croissance et au développement de l'économie européenne, ainsi qu'à sa perception par nos concitoyens. Cet enjeu est également important sous l'angle de l'influence que l'Europe peut avoir dans la maîtrise de son propre destin, et au regard de son rayonnement international.

La question du nucléaire

L'Europe cherche donc à s'affirmer dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique et à développer des sources d'énergie qui lui garantissent une plus grande indépendance. Mais nous n'avons pas tous la même vision sur ce sujet, notamment en ce qui concerne la place de l'industrie nucléaire dans les structures énergétiques, ainsi que l'utilisation du nucléaire civil. Nous pensons néanmoins que le débat sur la place du nucléaire dans la politique énergétique européenne doit être posé en tant que tel (sûreté, gestion des déchets), de même que les aspects visant à combiner compétitivité et lutte contre le réchauffement climatique doivent être équilibrés dans le cadre des nouvelles orientations de la Commission européenne. Nous nous efforcerons, sous présidence française, de lancer ces débats de la manière la plus objective possible. Il faut également mener une réflexion européenne, et pas simplement française, sur la manière de concevoir l'accès d'un certain nombre de pays au nucléaire civil. Ce point ne doit pas être absent de la politique extérieure de

l'Union européenne en matière d'énergie. C'est une question délicate, sur laquelle les négociations avec nos partenaires allemands ne sont pas toujours faciles, mais nous devons les avoir, en sachant que les visions et les structures d'origine ne sont pas forcément les mêmes dans ce domaine, où nous devons progresser. Je crois que nous avons sensiblement la même ambition pour l'Europe: être exemplaires dans la lutte contre le réchauffement climatique sans altérer la compétitivité des entreprises. En revanche, nous avons fait des choix de structures énergétiques différents. Nous sommes résolus à accomplir les mêmes progrès concernant la réduction des émissions de CO2 et les énergies renouvelables. A cet égard, la position française est alignée sur ce que doivent être les standards européens ainsi que sur ceux des pays scandinaves, à la suite du Grenelle de l'environnement. Il faut profiter de cette évolution et bâtir, avec nos amis allemands, un compromis essentiel sur ces enjeux, pour lesquels nous avons une ambition propre et commune, là où d'autres partenaires ont une sensibilité moins forte.

La gouvernance au sein de l'Union européenne

L'Europe doit être mieux organisée, notamment sur le plan administratif, si elle veut donner à la politique énergétique toute sa dimension extérieure et recouvrer plus d'indépendance. Les aspects environnementaux et énergétiques sont, au sein de la Commission européenne, par trop divisés et éparpillés. Lorsque se pose la question de la sécurité et de la diversité des approvisionnements au niveau européen, on est amené à rencontrer trois commissaires différents, qui répondent chacun pour son domaine - concurrence, marché intérieur, relations extérieures -, et ne peuvent pas toujours faire le lien avec les autres. Dès lors que nous entrons dans une phase de renouvellement de la Commission et du Parlement européen, je crois qu'une stratégie est nécessaire sur la manière dont nous voulons traiter ce sujet au niveau de l'Union européenne. Par ailleurs, nous devons véritablement travailler en anticipant ce que seront les prérogatives nouvelles du Parlement européen en la matière, et en prenant en compte ses sensibilités. Une meilleure organisation des relations entre les Etats membres et le Parlement s'impose également.

Enfin nous devons contribuer, au sein des instances internationales, à une meilleure unité, grâce à une concertation préalable des Etats membres de l'Union, afin de ne pas arriver en ordre dispersé dans les agences ou les sommets internationaux relatifs à ces questions énergétiques, de plus en plus stratégiques.

Elisabeth Guigou

Merci de nous avoir indiqué ce qu'allaient être quelques-unes des priorités de la présidence française dans ce domaine. Je retiens notamment la volonté de poser la question du nucléaire dans toutes ses composantes et celle de la gouvernance au sein de l'Union européenne, tant dans ses aspects internes qu'extérieurs, afin de pouvoir s'adresser de manière cohérente au reste du monde.

Je vais maintenant donner la parole à Michael Müller, député au Bundestag et qui exerce des responsabilités très importantes dans le domaine de l'énergie, puisque depuis deux ans il est secrétaire d'Etat parlementaire auprès du ministre fédéral de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire. C'est un grand spécialiste de ces questions, qui a publié nombre d'ouvrages qui font autorité. Pouvez-vous nous donner votre point de vue, ainsi que celui de l'Allemagne, sur les questions qui nous rassemblent aujourd'hui, et souhaitez-vous réagir aux propos de Jean-Pierre Jouyet?

Michael Müller

L'union européenne doit miser sur la carte écologique

Les propos de Jean-Pierre Jouyet me paraissent quelque peu éloignés des problèmes qui se posent pour l'avenir de la politique énergétique. La question déterminante, à mon sens, est de savoir si l'Europe va réellement miser sur la carte écologique. Pour survivre face aux deux grands blocs que sont les Etats-Unis et l'Asie, l'Europe doit nécessairement faire ce pari écologique. Or la France accuse un certain retard en la matière et elle doit le rattraper. Lorsque j'étais conseiller de Willy Brandt entre 1984 et 1987, l'idée de développement durable est apparue comme la prise en compte du temps dans nos décisions. Le développement durable consiste à savoir si on pourra prendre dans cinquante ans la même décision que celle qu'on prend maintenant. La durabilité est une conception du temps.

Réchauffement climatique et ressources naturelles

Nous avons totalement oublié la nature dans le développement de nos civilisations. L'humanité doit désormais comprendre qu'il existe des limites et des frontières qu'elle ne peut plus repousser sans cesse, et qu'à un moment certaines choses doivent s'arrêter. Jusqu'alors elle a procédé exactement de manière inverse. Prenons l'exemple du changement climatique. Au cours des 650.000 dernières années, la concentration de CO₂ dans l'atmosphère est passée de 180 puis de 300 PPM (soit une température de 10 à 16,5 degrés) à 384 PPM, et elle augmente de 2 PPM par an. D'ici à une trentaine d'années, nous devrions atteindre 450 PPM, ce qui serait comparable à un réchauffement de deux degrés. Cela signifierait que, sur le continent africain, les récoltes diminueraient de moitié. Imaginez les effets que cela pourrait avoir en termes de migrations. Cela voudrait dire aussi qu'une ville comme Lima n'aurait plus d'eau potable. Les exemples du rapport du Conseil mondial sur le climat ne manquent pas et je pourrais en énumérer beaucoup d'autres. Il y a donc urgence. Par ailleurs, les ressources naturelles sont limitées. Nous les avons déjà exploitées au maximum, y compris les métaux, dans de nombreux pays. Des luttes sont donc à prévoir pour le partage de ces ressources à l'échelle planétaire.

Un tournant historique

Nous assistons aujourd'hui à un tournant historique. Le Sud, et non plus le Nord, constitue de plus en plus un moteur. Certains Etats vont vouloir rattraper leur retard. Ainsi la Chine, qui dispose d'une extraordinaire capacité de production électrique, a produit en une année la même quantité dont dispose l'Allemagne dans sa totalité. Si, dans toutes les sociétés développées, l'accent n'est pas davantage mis sur l'efficacité énergétique, des fossés risquent de se creuser entre pays riches et pays pauvres, dessinant de nouvelles fractures. Dans cette perspective, créer des emplois dans le domaine de la production énergétique est la seule solution pour les pays industrialisés. Par ailleurs, à l'heure actuelle, nous évoluons dans une économie mondiale où le capital est tout puissant. Les investissements se font partout dans le monde. A cet égard, l'énergie représente un domaine où l'on peut agir et maîtriser certains mouvements. Mais seules les économies qui auront commencé très tôt à modifier leurs infrastructures seront bien placées à l'avenir. C'est pourquoi l'Allemagne a choisi, entre autres, de réduire jusqu'en 2020 la concentration de CO₂ de 40% et d'abandonner le nucléaire, qui ne constitue pas, pour elle, la voie de l'avenir. Par contre en France, où il y a dix fois plus de côtes qu'en l'Allemagne, seulement 10% de l'énergie provient des éoliennes. Une

commission, qui a travaillé sur l'articulation entre changement de production électrique par le nucléaire et climat, a abouti à la conclusion selon laquelle il faut économiser les énergies et augmenter les énergies renouvelables. Cela va dépendre de la capacité des Etats membres de l'Union européenne à développer une mise en réseaux décentralisée, ainsi que des modes de consommation intelligents. Les grandes centrales électriques et nucléaires appartiennent désormais au passé.

Elisabeth Guigou

Merci. Nous avons là une vision très claire, affirmant la nécessité d'un renversement total sous l'impératif de la lutte contre le réchauffement climatique, ainsi que d'une anticipation. A vous entendre, il serait presque déjà trop tard et il faut réagir très rapidement maintenant. Vous avez également une opinion très tranchée, qui n'est pas celle de la France, sur le fait que le nucléaire n'est pas la solution. Je vais demander à Jean-Pierre Jouyet de réagir, car il y a matière à débat.

Jean-Pierre Jouyet

Priorité au développement durable

J'avais davantage centré mon propos, pour éviter toute ambiguïté, sur ce qu'était la dimension extérieure d'une politique énergétique européenne, tout en soulignant les difficultés de cette approche. Pour autant, le caractère urgent de la lutte contre le réchauffement climatique n'est pas contesté. Nous sommes favorables aux propositions de la Commission et nous devons, sous la présidence française, trouver les accords politiques qui nous permettront, en relation avec le Parlement européen, d'avancer le plus possible dans cette voie. Par ailleurs nous avons, certes tardivement, pris conscience, quelle que soit notre sensibilité, de la nécessité de changer de modèle de développement. Nous attachons beaucoup d'importance au développement durable et au fait que nous entrons dans le siècle de l'écologie. Une révolution des modes de pensée traditionnels est à l'œuvre en France, au niveau politique et touchant tous les partis. Le but est bien d'opérer cette révolution à l'échelle de l'Europe, qui sera somme toute difficile à obtenir de la part d'un certain nombre de nos partenaires. Nous ne serons pas les plus difficiles à convaincre et, en tant que présidence au service de l'intérêt général européen, nous ferons en sorte de promouvoir tous ces objectifs. Nous avons les mêmes objectifs concernant la réduction de CO₂ (de l'ordre de 20 %) dans les prochaines années et la modification des infrastructures, et nous savons que nous devons rattraper notre retard dans le domaine des énergies renouvelables. Il faudra ensuite déterminer quelle pourrait être la solution la plus durable et la plus efficace à long terme. Est-il possible de tout bâtir sur les seules énergies renouvelables, ou sera-t-il nécessaire d'avoir des sources diversifiées, qui assurent davantage d'indépendance? Une fois cette question posée, je comprends que l'on puisse avoir un jugement différent sur tel ou tel point.

Solidarité énergétique et partenariats

Je rejoins Michael Müller sur le fait que la lutte pour le partage des matières premières est en train de commencer. L'Europe doit en être consciente et c'est sur ce point que la dimension extérieure de la politique énergétique européenne doit s'affirmer. Voilà ce que je souhaitais indiquer, tout en soulignant qu'entre le mode de développement à très long terme qui doit se mettre en place et ce qui existe aujourd'hui, nous devons gérer des transitions et des partenariats, et construire un certain nombre d'infrastructures. Je ne parle pas seulement du nucléaire, mais aussi de la solidarité énergétique européenne, que nous n'avons pas abordée. Cette solidarité est importante dans le

contexte que vous avez décrit et où, je le répète, ce sont ceux qui ont récemment rejoint l'Union européenne, ainsi que nos partenaires du Sud, qui éprouveront le plus de difficultés à opérer cette mutation. Il y a donc un effort à fournir à long terme et nous devons discuter avec la Russie, en tant qu'Union Européenne, en matière de réseaux à construire et d'infrastructures à partager. Nous aurons enfin des problèmes de partenariat à régler sur le plan diplomatique et nous devons, à moyen terme, entamer un dialogue avec la Russie, ainsi qu'avec d'autres pays producteurs de matières fossiles (Moyen Orient, notamment). Il nous faut profiter de cette année pour relancer ces partenariats, car l'avenir de l'Europe en dépend, dans un contexte où l'urgence à agir n'est pas contestée.

Michael Müller

Nucléaire et énergies renouvelables

Ma philosophie n'est pas qu'il faut choisir entre le nucléaire et les énergies renouvelables, mais qu'il faut créer des structures afin que les potentiels d'efficacité soient mobilisés et utilisés au mieux. Ainsi, en Allemagne, ce potentiel est lié à la fois aux changements comportementaux, culturels et techniques. Cumulés, ces changements aboutiraient à une réduction de la consommation d'énergie de 50 %. La question est donc de savoir dans quelles conditions nous sommes capables de réaliser ces économies et d'atteindre un niveau d'efficacité énergétique. A mon sens, ce ne sera pas en continuant à construire des centrales nucléaires. D'autre part, il faut associer ce processus au développement des énergies renouvelables. Lors de la Conférence mondiale sur le climat, la question de la réduction d'un tiers des émissions de CO₂ a été suivie d'un vif débat sur la production d'électricité. Les énergies renouvelables représentent un potentiel beaucoup plus important. C'est aussi pourquoi la première recommandation de la Conférence mondiale sur le climat n'est pas de miser sur le nucléaire, dont l'efficacité énergétique est faible. Qui plus est, son utilisation pose problème dans des pays comme l'Iran ou en Corée du Nord, et peut être source de conflits.

En résumé, développement des énergies renouvelables, changement des infrastructures et comportement des consommateurs me paraissent être les voies à explorer pour mieux utiliser le potentiel énergétique.

Elisabeth Guigou

Voilà des opinions bien claires et bien tranchées, qui intègrent en particulier la dimension internationale.

Je vais maintenant passer la parole à Catherine Trautmann, ancienne ministre dans plusieurs gouvernements, députée européenne à plusieurs reprises – nous avons siégé ensemble au Parlement européen entre 1994 et 1997 – et qui, dans la législature européenne actuelle, est vice-présidente de la Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie. Je rappelle aussi qu'en tant qu'ancien maire de Strasbourg, elle est parfaitement au fait des relations franco-allemandes.

Catherine Trautmann

Nous avons besoin de débats entre Français et Allemands hors des instances politiques, tant la question de l'énergie nous rapproche et nous divise. Nous allons connaître des moments délicats dans les prochaines semaines et les propos que viennent d'échanger Michael Müller et Jean-Pierre Jouyet montrent à quel point il est parfois compliqué, pour des parlementaires, de chercher des voies de compromis entre les uns et les autres, entre les différents groupes et les différentes factions. La présidence allemande a ouvert le débat sur la possibilité de développer une politique de l'énergie. Nous arrivons maintenant au second temps de ce débat, le plus difficile, qui porte sur les enjeux climatiques et ceux des énergies renouvelables, tels que les a décrits Michael Müller, mais qui doivent également être vus à l'aune des décisions et des votes précédents.

Le Parlement européen devra prendre position sur un certain nombre de questions

- Les insuffisances du paquet *climat-énergie* de la Commission européenne

Nous sommes face à une double question, à laquelle la politique européenne répond de façon mitigée: comment produire davantage - la demande y incite -, mais à quel coût écologique et à partir de quelles sources intra européennes? Autrement dit, comment penser l'exploitation de nouvelles sources d'énergie propres, qui viendraient seulement compenser la baisse de production d'énergies carbonées ou qui, au contraire, permettraient une croissance? Consommer moins, c'est-à-dire réaliser des économies d'énergie, est aussi un objectif clair de la Commission européenne avec le paquet *climat-énergie* (baisse de notre consommation énergétique de 20 % d'ici 2020). Mais il existe bien une forme de contradiction entre la demande des entreprises, le besoin des consommateurs et la nécessité absolue de consommer moins. Cela signifie qu'il faudrait que nous changions radicalement l'organisation de notre société. Le Parlement européen aura donc à trancher un débat délicat, en recherchant une voie qui soit à la fois ambitieuse et réaliste.

- La question de la dépendance de l'Union européenne à l'égard de ses fournisseurs

Qu'il s'agisse du fuel, du pétrole ou du gaz, la question est aujourd'hui clairement posée concernant la dépendance de l'Union par rapport à la Russie, l'Algérie, la Méditerranée et, de plus en plus, l'Asie centrale. Le quart du gaz et le cinquième du pétrole consommés en Europe sont russes. Pour le gaz, cette dépendance s'élève à 50% en Allemagne et à presque 100% dans les pays frontaliers de la Russie. Aujourd'hui, certains de ces pays qui viennent de nous rejoindre demandent la solidarité de l'Union pour ne pas être totalement dépendants de la Russie, ce qui leur pose un problème politique majeur, dont la crise en Ukraine a été une illustration, montrant que la fermeture d'une conduite de gaz pouvait suffire à mettre un pays à genoux.

- La question de l'acheminement et la recherche d'une diversification des sources d'énergie

Alors que les députés européens discutaient du marché et du prix de l'énergie, et des conditions de l'indépendance énergétique, des décisions ont été prises, concernant l'acheminement, qui n'ont pas toujours été débattues à l'échelle de l'Union, comme le projet *Nord Stream* (Russie-Union européenne, via la Baltique), et *Nabucco* (Asie centrale-Union européenne, en évitant la Russie).

→ La Pologne a fait inscrire dans le Traité Européen (article 100) une nouvelle clause de solidarité entre les Etats membres, pour le cas où de graves difficultés surviendraient dans l'approvisionnement de certains produits.

→ L'Allemagne, quant à elle, aurait préféré assurer sa sécurité d'approvisionnement en jouant la carte de la coopération directe avec la Russie, sans pays de transit intermédiaire. Les groupes allemands EON et BASF doivent participer, chacun à hauteur de 20% du capital, au consortium *Nord Stream*, futur gazoduc reliant directement la Russie à Greifswald (Allemagne) par la Baltique, en évitant l'Europe centrale, ce qui a provoqué la colère de la Pologne, qui se sent vulnérable.

→ L'Italie a également mis en place un partenariat stratégique avec Moscou. Un accord industriel entre Eni et Gazprom permet à la Russie d'accéder au marché italien du gaz, en échange de l'autorisation, pour le groupe italien, d'exploiter des gisements russes. Ce partenariat comprend également la construction du gazoduc *South Stream*, direct entre la Russie et l'Europe du Sud, sous la mer Noire.

→ L'Algérie vient de conclure un partenariat d'approvisionnement de la péninsule ibérique, en échange d'une participation dans la production d'électricité.

L'indépendance énergétique de l'Union européenne ne se pose donc pas comme une question de principe, mais de pratique quotidienne et de devenir pour les industries européennes, qui doivent pouvoir se développer dans un cadre et un contexte clairs, avec une régulation maîtrisée, équitable, et opérationnelle. Nous devons trouver un développement équilibré, qui permette réellement de parler d'un **marché de l'énergie européen**.

Une politique énergétique forte doit faire face aux défis du 21^{ème} siècle

Il faut que l'Europe parvienne à disposer d'un approvisionnement d'énergie sûre, compétitive et durable. Que ce soit dans le domaine du risque climatique ou dans celui des décisions qui concernent les réseaux ou l'organisation du marché, la prise en compte de la dimension géostratégique est devenue indispensable.

- Débat sur la *séparation patrimoniale*, mesure phare proposée par la Commission européenne

Cette *séparation patrimoniale* consiste à dissocier la production de l'énergie de l'exploitation des réseaux de transport, et nous ne savons pas comment nous sortirons de ce débat, qui oppose les industries aux parlementaires. Au sein de la commission du Parlement européen sur l'Industrie, la Recherche et l'Energie, même si nos positions divergent sur le nucléaire, nous nous retrouvons avec un intérêt commun fort, à savoir tenter de trouver une solution. alternative qui permettrait d'avoir cette même séparation, sans porter précisément sur la propriété, et qui rassemble les Allemands, les Autrichiens, les Français et quelques autres. Nous considérons en effet que la séparation de propriété entre producteurs et transporteurs d'énergie provoquerait une complexification du secteur et un affaiblissement des grandes entreprises à un moment où il faut investir dans les réseaux. C'est un débat qui revêt, selon nous, une extrême importance et la Commission se doit de mesurer davantage que cette séparation ouvre une faille permettant aux grands groupes monopolistiques non européens, très liés politiquement à leur propre gouvernement (Gazprom, Sonatrach), de prendre des parts dans les entreprises énergétiques européennes. C'est déjà le cas de certains groupes, Gazprom, par exemple, pour quarante-huit compagnies de l'Europe des vingt-sept, parfois à des niveaux élevés (100% du finlandais North Transgas Oil, 100% de l'allemand ZM GMBH, 100% du français Fragaz, 40% de l'italien Volta). Pour prendre cette entreprise, la Russie s'est d'abord implantée en partenaire, c'est-à-dire en prise d'actions, dans le marché (achat et vente de gaz); et elle se développe aujourd'hui dans la production d'infrastructures, à laquelle elle ajoute l'ingénierie financière. Par conséquent, la boucle est bouclée, et c'est ainsi qu'en Bulgarie, la réunion des trois

tâches montre la diversification et la maîtrise que peut avoir Gasprom. C'est ce qui explique aussi que la Bulgarie rejoigne aujourd'hui les pays qui souhaitent avoir dans leur *mix énergétique* des énergies renouvelables et une part de nucléaire.

- L'accroissement des risques

Par ailleurs, la complexification et le fractionnement des acteurs contribuent à l'accroissement des risques. Plus il y a d'interconnexions et de gestion informatique à distance, plus les risques sont multiples - risque terroriste, risque de brouillage et d'accidents dans le système. Un groupe de chercheurs européens s'est entretenu avec les entreprises au sujet de la dimension croissante de ces risques. Depuis 2003, les incidents se sont multipliés aux Etats-Unis et nous avons connu des problèmes en Europe, certes un peu moins graves, mais qui se sont produits sur la gestion informatique des réseaux.

Les problèmes du couple franco-allemand dans le domaine énergétique

Si nous avons une position identique sur la question de la *séparation patrimoniale*, nous avons également des investissements croisés (55% de participation d'EDF dans le capital d'EnBW; 37% du capital d'Areva détenus par Siemens; Eon qui sera également présent dans notre pays). Le Gouvernement allemand marque une certaine désapprobation par rapport à la construction de centrales qui seraient purement françaises, c'est-à-dire conduites par Areva, Bouygues et Alstom. Il souhaite que la France s'ouvre à ses partenaires allemands et que le partenariat existant entre Areva et Siemens se poursuive. Cela pose problème, y compris à l'échelle européenne. Le Gouvernement allemand ne peut pas se montrer opposé sur certains points à l'énergie nucléaire française et, dans le même temps, afficher sa volonté d'accueillir dans ses nouveaux projets certaines entreprises qui ont des emplois et des investissements. De même, nous ne pouvons pas avoir une politique à l'intérieur de l'Union européenne qui soit différente de celle menée à l'extérieur. Si Areva construit des centrales aux frontières, comme d'autres pays du reste (les Etats-Unis, par exemple, souhaitent un partenariat renforcé sur le nucléaire, le biofuel et les énergies renouvelables), nous allons avoir des discussions serrées. Sur ce marché, les Européens doivent avoir leur propre voix et être entendus. Dans la diplomatie énergétique extra européenne, ces sujets d'indépendance et de sécurité nous divisent donc.

Le co-développement en Afrique et en Asie

La diplomatie énergétique européenne ne passe pas uniquement par la signature de nouveaux contrats. Nous avons besoin d'investir pour développer les infrastructures et d'être présents dans des processus que l'on appelle désormais le *co-développement*. Ainsi, la création du forum Chine-Afrique en 2000 a montré comment les choses se déroulent. La Chine fait une proposition globale à l'Afrique. Non seulement elle se préoccupe des matières premières énergétiques de l'Afrique, y compris agricoles, mais elle propose de financer une partie importante du transport et de la logistique. En contrepartie, elle demande une certaine exclusivité dans l'accès à ses matières premières. Nous avons donc une discussion serrée avec la Chine sur ce point. Mais celle-ci, comme d'autres pays asiatiques, affirme que s'ils consomment trop de gaz russe, ils devront faire face, à un moment ou à un autre, à un problème de déséquilibre et de pénurie. Cet exemple montre que l'intérieur de l'Union européenne ne peut être séparé de l'extérieur. Si nous voulons être présents dans les pays du Sud et instaurer des relations apaisées et politiquement organisées avec l'Asie centrale, nous devons créer une réelle interdépendance, c'est-à-dire qu'il nous faudra une diplomatie qui nous évite d'être dépendants d'Etats voisins, tout en prenant en compte les besoins

nationaux. Je ne crois pas qu'à l'avenir nous pourrions penser les données énergétiques de l'Union européenne sans les pays d'Afrique et d'Asie centrale, et encore moins à l'échelle de chacun de nos pays. Nous devons avoir une réflexion sur nos *mix énergétiques* et nos décisions nationales doivent pouvoir être critiquées, examinées, discutées, pour finalement faire l'objet d'une décision commune à l'échelle de l'Union. Or ce n'est pas une présidence de l'Union à elle seule qui y parviendra, et encore moins un seul pays, mais la volonté des vingt-sept Etats membres et, surtout, celle des citoyens. En effet, ce n'est que lorsque l'électricité demeure un enjeu social que l'on peut faire pression sur les changements de politique et de comportement.

Elisabeth Guigou

Merci pour cette fresque tout à fait passionnante, qui nous dépeint les discussions en cours au Parlement européen, ainsi que les enjeux tant intérieurs qu'internationaux, qui sont très stratégiques.

Nous poursuivons notre tour de table avec Steffen Reiche. Député au Bundestag, il a également occupé les fonctions de ministre de la Science, de la Recherche et de la Culture dans le Land Brandeburg. Il est membre de la Fédération syndicale de l'Industrie minière, de la Chimie et de l'Energie. Il va donc nous donner son point de vue à la fois de praticien, du moins de syndicaliste, et d'homme politique.

Steffen Reiche

Mon propre parcours est une bonne illustration du fait que ces questions peuvent réellement nous rendre schizophrènes : Alors que j'avais lu avec beaucoup d'intérêt en 1997 le livre d'Al Gore, *Sauver la planète Terre*, qui traite du réchauffement climatique, je suis aujourd'hui député d'une circonscription dont les centrales électriques ont un taux énorme d'émission de CO₂, environ cinquante millions de tonnes par an. Je ne pense pas qu'il y ait une autre circonscription dans le monde avec un taux semblable.

La communautarisation de la politique énergétique est en marche

Au début de l'intégration européenne, on s'est penché sur le charbon et l'acier et sur la question de l'utilisation de l'énergie nucléaire. Cinquante ans plus tard, dans l'Europe composée de vingt-sept Etats membres, le processus d'intégration des questions de l'énergie et du climat est en marche. Je crois que, dans le Traité de Lisbonne - je félicite la France d'avoir déjà ratifié le traité le 7 février 2008 -, on a prêté beaucoup d'attention aux questions de l'énergie, ce qui signifie que la communautarisation des grands domaines de la politique énergétique est bien engagée.

Le paquet *climat-énergie* de la Commission européenne

Les mesures du paquet *climat-énergie* présenté par la Commission le 23 janvier 2008, sont plus courageuses, plus ambitieuses que ce que beaucoup d'entre nous attendaient. Il s'agit d'un véritable renversement de paradigme. Les questions liées aux enjeux climatiques constituent sûrement le plus grand défi contemporain et nécessitent une action globale. Le processus de Kyoto n'aurait jamais

vu le jour si l'Union européenne ne s'était pas engagée et n'avait pas donné, de façon unilatérale, l'exemple en la matière. Il en va de même pour le processus "post-Kyoto". Sans toutes ces incitations, ce processus serait inimaginable. L'Allemagne soutient qu'une décision devrait être prise au niveau européen pour le paquet *climat-énergie* pendant la présidence française du Conseil de l'Union européenne. Si elle n'est pas prise au deuxième trimestre de l'année 2008, elle ne le sera pas avant 2010, et il sera trop tard pour lancer un message pour la période "post Kyoto" à partir de 2012. Un premier paquet a été adopté par l'Allemagne en 2007 - il est toujours en cours d'adoption par le Parlement européen -, et un deuxième suivra. Il est important que cela contribue à éviter les distorsions de concurrence à l'échelle européenne et mondiale. L'Union européenne entière sera concernée par ces questions, qui s'étendent aux autres secteurs (transport aérien et maritime, notamment). Nous pensons que des codifications sont essentielles pour que tous les Etats membres soient sur un pied d'égalité. Il est important que les secteurs de l'électricité et de l'industrie soient soumis aux mêmes règles de réduction d'émission de CO₂, mais il faut que l'industrie bénéficie, dans un premier temps, de mesures transitoires. Une société comme Vattenfall, bien implantée, doit déjà dépenser cinq cents millions d'euros chaque année pour obtenir les certificats d'émission de CO₂. Il serait souhaitable pour l'Union que tous les Etats membres s'engagent explicitement dans le processus de Kyoto et que cela soit inscrit à l'OMC et au GATT. Nous pourrions également introduire une règle selon laquelle les pays qui n'adhèrent pas au processus de Kyoto n'ont pas le droit d'importer en Union européenne des produits qui remettent en cause ou dégradent notre environnement. Par ailleurs, nous souhaitons que les mécanismes de développement propre soient davantage pris en compte dans le paquet *climat-énergie*. Si, au lieu d'obtenir simplement des certificats d'émission de CO₂, l'Union s'engageait davantage dans cette voie, elle pourrait contribuer au développement d'un mécanisme de développement propre à l'échelle mondiale. Cependant, compte tenu du prix faiblement élevé des émissions de CO₂ (prix coté en bourse à vingt cinq euros la tonne), cet instrument ne pourra être utilisé que dans les années à venir.

Un cadre juridique nécessaire

L'Allemagne ne remplira ses objectifs des cinquante prochaines années que si l'on parvient pendant la présidence française du Conseil de l'Union européenne à un accord sur le cadre juridique dans lequel doit se dérouler la lutte contre les émissions de CO₂. Ainsi, l'Allemagne étudie un procédé permettant de retenir et de stocker les émissions de gaz après combustion, mais un cadre juridique européen est nécessaire pour définir les conditions dans lesquelles ce stockage est possible. Par ailleurs, un consensus doit être trouvé au sein de l'Union européenne pour savoir dans quelle proportion réduire ces émissions, la France souhaitant une baisse de 25%, l'Allemagne de 80%, et la Commission ayant proposé 45%. Le but est d'arriver *in fine* à un niveau global de 120 et non plus de 130. L'Allemagne craint en outre que la loi d'incitation au développement des énergies renouvelables ne soit contournée.

La politique énergétique renforcera la cohésion de l'Union européenne

Quant à la dépendance vis-à-vis de l'extérieur, elle augmentera et il nous faudra une coopération renforcée sur ces questions. Des consultations régulières sur ce sujet à l'échelle de l'Union européenne seront de plus en plus nécessaires. Dans cette perspective, la PESC sera un instrument d'autant plus incontournable que le coût des énergies importées augmente. L'Europe est dépendante pour ses énergies mais elle défend un certain nombre de valeurs, et nous devons saluer le fait que la politique climatique contribue à renforcer son unité. Nous devons bientôt enclencher un processus qui dépasse ce que nous aurons atteint à la fin de l'année 2008. J'espère que l'enjeu

climatique nous en donnera l'occasion. Si nous voulons plus d'Europe, il faut passer par le domaine de l'énergie, et je crois fermement que dans cette perspective, le moteur franco-allemand sera décisif.

Elisabeth Guigou

Merci beaucoup. Je crois que vous nous avez fourni un éclairage important sur la complexité des enjeux et la nécessité de ménager des transitions. Je dois dire que je partage entièrement votre point de vue. S'il y a un domaine dans lequel nous avons besoin de plus d'intégration, et qui sans doute favorisera plus d'Europe, c'est celui de l'énergie et du climat. C'est là que se situent les enjeux les plus cruciaux pour l'avenir de la planète et où les citoyens peuvent être un moteur très important.

J'aimerais maintenant que Claude Mandil, qui est le meilleur spécialiste français des questions de l'énergie, réagisse à tout ce qui vient d'être dit. Il a fait toute sa carrière dans ce secteur, où il a exercé les fonctions les plus importantes: directeur général de l'énergie et des matières premières au ministère de l'Industrie, président de l'Institut français du pétrole et de l'Agence internationale de l'Energie. Tout en ayant occupé les fonctions françaises les plus éminentes, il a une vision internationale très pointue. C'est pourquoi je lui demanderai de faire aussi un point sur la Russie.

Claude Mandil

J'aimerais d'abord réagir à l'intervention de Michaël Müller, de façon amicale mais attristée. Je pense qu'il est nocif de monter en épingle les divergences entre les positions française et allemande. Certes il y en a une sur le nucléaire, mais même dans les rêves les plus fous de ceux qui y sont favorables - dont je suis -, le nucléaire ne représentera qu'une infime partie du bilan énergétique en l'an 2050. Sur tout le reste, nous sommes complètement d'accord.

Michaël Müller

Mais ces thèmes sont liés et nous devons les traiter ensemble.

Claude Mandil

Je crois au contraire qu'il faut montrer à quel point nous sommes en accord sur l'essentiel des sujets : le développement des énergies renouvelables, l'accroissement de l'efficacité énergétique, la politique de défense, la nécessité de lutter contre le changement climatique. Nous sommes certes en désaccord sur le nucléaire, mais cessons d'insister sur cette divergence, qui n'existe pas qu'entre la France et l'Allemagne du reste. Cela ne doit pas nous empêcher d'avancer.

Nos relations gazières avec la Russie

J'aborderai le thème de cette table ronde, *Dépendance extérieure et diplomatie concertée*, à travers l'exemple de nos relations gazières avec la Russie, qui préoccupent énormément les Européens. Aux Etats-Unis, l'inquiétude en matière de sécurité est autre puisqu'elle concerne le pétrole du Moyen Orient. Le problème, dans la dépendance de l'Europe à l'égard du gaz russe, n'est pas de

devoir importer de l'énergie, car nous sommes dans un monde totalement ouvert, où l'on importe et l'on exporte massivement des biens et des services, et où cela s'est toujours fait pour le plus grand bien de l'humanité. Il ne faut donc pas se crisper outre mesure parce que nous importons une énergie de l'extérieur de l'Union. Il est plus gênant, en revanche, de ne pas avoir de souplesse et de marge de manœuvre. Or c'est exactement ce qui se passe avec le gaz russe. L'Union européenne donne le sentiment que, si elle n'a pas le mètre cube supplémentaire de gaz qu'il lui faut de Gazprom, ses positions de négociation vis-à-vis de son fournisseur russe s'en trouveront fortement altérées. Cette prise en otage est d'autant plus regrettable qu'en réalité nous pourrions procéder tout autrement. Il est naturellement exclu de se passer du gaz russe. Par contre, il est possible d'en acheter des quantités variables selon que nous sommes plus ou moins satisfaits des conditions économiques et politiques dans lesquelles ce gaz nous est livré. Mais, pour cela, il faut avoir quelques éléments de flexibilité, que nous possédons en réalité, même si nous donnons l'impression de ne pas les avoir. Rappelons que l'essentiel du gaz est consommé en Europe pour produire de l'électricité et que la France, qui consomme très peu de gaz pour la production d'électricité, fait figure d'exception dans ce domaine.

Les quatre pistes susceptibles de nous fournir des éléments de souplesse

- **Il est nécessaire d'accroître massivement notre efficacité énergétique dans toute l'Europe.** C'est possible, et à des coûts modérés. Pour cela, il faut une intervention plus nette des gouvernements et de la Commission européenne, ainsi que l'édiction de normes, de standards, de réglementations et de codes de construction. Il faut aussi pouvoir travailler de façon concertée au sein de l'Union européenne et au-delà, car les marchés sont plus vastes. C'est pourquoi je recommande que l'Union européenne travaille plus étroitement avec l'ISO (Organisation internationale de la standardisation), qui se trouve à Genève. Nous pouvons économiser un fort pourcentage d'électricité sans coût excessif, et en augmentant de ce fait notre souplesse à l'égard des importations.

- **Il s'agit également d'accroître la souplesse dans les approvisionnements de gaz eux-mêmes,** c'est-à-dire développer fortement le nombre de terminaux méthaniers qui permettent d'accueillir du gaz naturel liquéfié et de s'approvisionner librement à partir de différents lieux. L'Europe est équipée d'un certain nombre de ces terminaux. En revanche, je trouve extrêmement regrettable qu'il n'y en ait pas en Allemagne.

- **Il faut achever le marché intérieur,** non pas la juxtaposition de vingt-sept marchés nationaux libéralisés, mais un vrai marché unifié, qui permette à l'électricité et au gaz de franchir librement les frontières, de manière à se porter là où l'on en a besoin. Ce parachèvement nécessite des interconnexions, l'harmonisation des réglementations, un travail en commun des régulateurs et, à terme, un régulateur unique, ce qui suppose la mise en œuvre des propositions de la Commission.

- **Il faut cesser d'avoir une attitude théologique vis-à-vis du nucléaire.** Annoncer la fermeture de centrales qui sont en parfait état est à mon sens un signe de peur et un drôle de signal envoyé à l'exportateur russe.

Si nous parvenons à accomplir tout cela, nous pourrions accroître fortement notre flexibilité et notre marge de manœuvre par rapport au gouvernement russe et à Gazprom, les deux formant quasiment une unité, et jeter les bases d'une diplomatie concertée. Sans ces bases solides, je crains que les gouvernements ne soient tentés de jouer chacun pour soi. Ce qui serait certes regrettable, mais serait la conséquence directe de cette absence de marge de manœuvre.

La lutte contre le réchauffement climatique

S'agissant du changement climatique, la diplomatie concertée existe *de facto*. L'environnement étant une compétence communautaire, c'est l'Union européenne qui parle d'une seule voix lors des négociations internationales et lors des négociations de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique. A cette occasion du reste, l'Union européenne a pris des positions extrêmement hardies et ambitieuses, et il faut l'en féliciter, même si j'ai des désaccords avec quelques parties du paquet, notamment sur les biocarburants qu'il y a, me semble-t-il, urgence à abandonner: Nous sommes les derniers à croire que les biocarburants produits aux Etats-Unis et en Europe ne soient pas polluants. Maintenant que l'Union européenne a adopté cette position ambitieuse, il faut qu'elle négocie avec les autres pays, les Etats-Unis, le Japon, les pays émergents - Chine, Inde - et les pays pétroliers. Je pense qu'il faut être à l'écoute de ces autres parties, qui ont quelques contraintes et quelques inquiétudes qui leur sont propres, et non moins légitimes. Lorsque la Chine a besoin de poursuivre sa croissance économique, alors que sa consommation par habitant est une fraction minime de celle des pays développés, je ne vois pas comment l'on pourrait rejeter cette réaction. Les Etats-Unis, de même que le Japon, nourrissent un certain nombre d'inquiétudes tout aussi légitimes. Il faut négocier avec eux, sans donner l'impression que nous sommes sûrs que notre modèle est le bon ou, comme diraient certains de nos partenaires, sans nous montrer trop arrogants. Nous aurons encore besoin du pétrole de l'OPEP durant des décennies. Si nous n'avons cessé de leur dire que nous n'en voulons plus, comment peuvent-ils investir dans nos pays et se montrer favorables aux thèses européennes au sein de la Convention des Nations Unies?

L'Afrique, grande oubliée des politiques énergétiques

Je n'ai malheureusement aucune solution à proposer concernant ce continent, qui s'enfonce dans la pauvreté énergétique et dont l'essentiel de la population n'est toujours pas raccordée à l'électricité. L'Europe a une responsabilité historique plus particulière à cet égard. J'espère que la présidence française sera l'occasion de provoquer une réflexion approfondie sur un renouveau de la coopération et du partenariat énergétique avec l'Afrique.

Elisabeth Guigou

Merci. Vous nous avez beaucoup éclairés sur les mesures que nous pourrions prendre pour diminuer la dépendance vis-à-vis de la Russie. Vous avez également ouvert la réflexion sur la nécessité, pour les pays émergents, d'avoir accès à cette même énergie qui a produit notre croissance. Je vous remercie encore davantage d'avoir mentionné l'Afrique, car il est vrai que c'est un continent systématiquement oublié. Je pense comme vous qu'il incombe à l'Europe de faire en sorte qu'il puisse accéder au développement et à la démocratie.

Clôture

Michael Müller

Depuis trente ans, je passe régulièrement mes vacances en France. J'aime beaucoup ce pays ainsi que sa culture, et je suis convaincu qu'il faut préserver ce qui a fait l'Europe carolingienne. Mon intention n'est pas de me poser en donneur de leçons, mais je suis peiné par la tournure que prend le débat sur l'écologie en France. J'étais jeune en 1968 et j'ai produit alors un premier ouvrage. Puis j'ai vu émerger les préoccupations écologiques dans les années 70. Or cette prise de conscience a été tardive en Allemagne et en France.

Aujourd'hui, le principal défi n'est plus de repousser sans cesse les limites, mais de comprendre et d'admettre au contraire qu'il y en a, et de chercher un nouveau mode de progrès sous le titre d'une "Politique intérieure mondiale". Sinon, nous risquons de vivre un siècle de luttes et de déchirements. L'important n'est pas de se battre sur le nucléaire. Ce n'est d'ailleurs pas moi qui ai lancé le débat, c'est l'un des intervenants français qui a affirmé qu'il voulait en faire une priorité. Or je pense que c'est une erreur tactique. Nous devons nous demander quelle philosophie énergétique nous voulons développer. Ce que je critique, dans le recours au nucléaire, c'est le gaspillage qu'il induit. Compte tenu de son très faible degré d'efficacité énergétique (32%), le nucléaire constitue selon moi une technique antique et dépassée. Je discute beaucoup avec Steffen Reiche de ces questions, et nous ne sommes pas d'accord. Les centrales de condensation dont il me parle sont condamnées, et c'est sur ce point que j'aimerais attirer votre attention. En récusant le nucléaire, je vous parle d'une stratégie d'évitement préventive, car nous n'aurons un bel avenir que si nous réduisons le gaspillage actuel.

Pour en revenir à la Chine, il est désormais indispensable que ce pays commence dès aujourd'hui à réduire de moitié sa consommation de CO₂ par habitant, pour parvenir à deux tonnes. C'est une logique de système que je défends ici, et qui consiste à faire en sorte que la consommation d'énergie de chacun entraîne le moins de gaspillage possible. Je ne nie pas que cela constitue un processus d'apprentissage difficile et douloureux. Mais c'est un point essentiel.

Concernant la Russie, le débat est celui de la dépendance à l'égard d'un seul pays. La Russie peut décider de coopérer avec l'Europe, ou de se tourner vers les pays asiatiques. Pour le moment, elle n'a pas vraiment tranché et nous ignorons ce qu'elle va faire. Par conséquent, je pense qu'il faudrait mettre au point avec la Russie une sorte de OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) sur les matières premières et l'énergie. Elle occupe une position clé et il faut l'inciter à se rapprocher de l'Europe tant qu'il en est encore temps.

Je tiens à dire enfin que le débat que nous avons eu sur ces questions était avant tout un débat entre amis. Pour autant, nous ne devons pas partir d'emblée avec l'idée que certains ont raison et que d'autres ont tort. Il faut examiner ensemble quels peuvent être, à l'avenir, les moyens d'une énergie durable.

Elisabeth Guigou

Lorsque nous avons préparé ce colloque avec Jean-Noël Jeanneney, nous avons pensé que nous avions besoin d'un vrai débat franco-allemand, où l'on se dise les choses franchement. Je crois que nous nous les sommes dites avec raison, et, grâce à vous monsieur Müller, avec la dose de passion nécessaire. Nous sommes tous conscients de ce fantastique défi énergétique auquel nous allons devoir faire face, et qui va induire un bouleversement de notre modèle de développement. Nous sommes tous d'accord sur ce point. Nous avons eu raison d'évoquer également nos différences, sans qu'il faille pour autant, il est vrai, les stigmatiser. Je crois que beaucoup de choses nous rapprochent, en particulier l'idée selon laquelle nous devons nous appuyer sur le socle franco-allemand pour avancer et construire une politique européenne de l'énergie. C'est d'ailleurs sur cette base que nous sommes parvenus à faire progresser l'Europe depuis ses débuts. Par conséquent, j'espère que cette initiative que nous avons prise d'un dialogue franco-allemand hors des instances gouvernementales nous permettra de continuer à avancer.

Je remercie l'ensemble de nos intervenants pour la qualité et la richesse de leurs propos et pour le temps qu'ils nous ont consacré. Nous renouvellerons bien entendu notre partenariat avec la Fondation Friedrich Ebert. C'est chaque fois une satisfaction de constater qu'à notre modeste mesure nous contribuons au dialogue franco-allemand.